

Climat : l'injustice faite au Sud

Par **Sunita Narain**

Sunita Narain est directrice générale du Centre for Science and Environment (New Delhi, Inde). Elle a fait partie des dix personnalités indiennes les plus influentes identifiées par le magazine *Time* en 2007, à l'occasion du 60^e anniversaire de l'indépendance de l'Inde.

Traduit de l'anglais par Valentine Deville-Fradin.

Alors que le réchauffement climatique produit déjà des effets délétères, les négociations sur le climat ont jusqu'à présent largement échoué. Si tous les États doivent faire des efforts, les pays riches ont une obligation morale de montrer l'exemple : ils sont en grande partie responsables du stock de CO₂ présent dans l'atmosphère, et les pays du Sud ont aussi le droit de se développer. En d'autres termes, la notion d'équité doit être mise au cœur de la Conférence de Paris.

politique étrangère

Nous savons aujourd'hui que la menace du changement climatique est bien réelle, qu'elle requiert des réponses urgentes, et que les émissions de gaz à effet de serre déjà accumulées dans l'atmosphère modifient le climat, avec des conséquences dangereuses voire catastrophiques. En Inde, les moussons sont plus variables, extrêmes et moins prévisibles qu'auparavant. Désormais, lorsqu'il pleut, il pleut à verse. Une fois les pluies torrentielles passées, les agriculteurs se trouvent aux prises avec les inondations et leurs récoltes dévastées, et doivent ensuite endurer des mois de sécheresse. Les pauvres en Inde sont d'ores et déjà victimes du changement climatique : voilà le message qu'il fallait faire entendre à Copenhague en 2009.

Nous savons que nous devons réduire de façon drastique et rapide nos émissions de gaz à effet de serre, et en particulier de dioxyde de carbone, si nous voulons limiter la hausse des températures à 2 °C. La difficulté réside dans la façon d'y parvenir, les émissions étant intimement liées à la croissance économique. En réalité, les négociations climatiques ne sont pas fondamentalement environnementales, elles sont avant tout économiques. C'est là l'unique raison qui permet d'expliquer la modestie des progrès réalisés en dépit d'années de discussions et de belles promesses.

La problématique est plus complexe qu'il n'y paraît. Outre l'accord à trouver sur la réduction des émissions, la communauté internationale doit décider d'un partage de la croissance économique, en sus de l'espace écologique, puisque les émissions de dioxyde de carbone issues des combustibles fossiles alimentent nos économies. Les riches pays industrialisés, dont les importantes émissions cumulées au cours de l'histoire sont encore présentes dans l'atmosphère, doivent accepter de réduire leur part afin de laisser aux autres pays la possibilité de se développer à leur tour. Voilà pourquoi les négociations sur le changement climatique nous montrent le monde sous son jour le plus défavorable: les riches ne veulent pas partager. Ils préféreraient mettre à l'index les pays qui se sont lancés à leur tour dans la course à l'enrichissement.

De ce fait, les négociations sur le climat ne portent pas seulement sur la réduction des émissions, mais aussi sur le droit au développement. L'enjeu est donc de s'accorder sur une répartition équitable du budget carbone du monde, base à partir de laquelle pourraient être fixés les objectifs de réduction des émissions de chaque pays, ainsi que les échéances correspondantes.

La longue durée de vie du CO₂ vient toutefois compliquer les choses. Une fois émis, le dioxyde de carbone séjourne en effet dans l'atmosphère pendant environ un siècle, absorbant ainsi de l'espace écologique. Les pays dont les rejets ont empli cet espace pendant leur phase de croissance industrielle ont donc une dette historique naturelle, qui doit être honorée au même titre que la dette publique des États. L'enjeu des négociations consiste par conséquent à trouver un accord sur la façon dont cette dette pourrait être remboursée, et sur les compensations à accorder au monde en développement – qui défend son droit à la croissance – afin qu'il puisse limiter ses émissions.

Il y a une occasion à saisir, car les pays en développement n'ont pas encore construit toutes leurs centrales et leurs réseaux électriques; les nouvelles villes qui vont voir le jour ne peuvent être bâties sur le modèle du tout automobile, ou composées de logements inefficaces du point de vue énergétique. Nos pays offrent au monde la possibilité de construire un avenir différent. Mais nous savons aussi que le choix de stratégies à faible intensité carbone a un coût. Nous le savons, parce que les pays riches n'ont pas encore réalisé ces investissements ni effectué de transition vers des économies à faible intensité carbone. Nous savons également que, selon les modèles de croissance actuels, les pays polluent pour s'enrichir et n'investissent dans l'efficacité énergétique et le contrôle de la pollution qu'une fois riches. Nous devons donc faire le grand saut – nous en sommes

capables. Un accord sur le financement et les transferts de technologie sera néanmoins nécessaire pour mettre sur pied nos « mesures d'atténuation adaptées au contexte national », comme on les nomme dans le jargon onusien. Vient ensuite l'autre grand défi : fournir aux pays en développement les fonds et les technologies nécessaires pour opérer leur grande transition.

Si les questions sont simples, les réponses le sont nettement moins. Le monde n'a pas trouvé le moyen de réduire ses émissions autant que nécessaire sans compromettre la croissance. En dépit de tous les discours sur les énergies renouvelables, les pays riches sont encore largement dépendants des combustibles fossiles – charbon, gaz et pétrole – pour faire fonctionner leurs industries ou leurs innombrables véhicules. Et ils ne sont pas disposés à réaliser les considérables investissements nécessaires à la transformation de leur secteur énergétique.

Toutes les négociations de ces dernières années étaient donc jouées d'avance ; les pays industrialisés sachant dès le début des grands rendez-vous internationaux qu'ils ne pouvaient réduire leurs émissions nationales. Ce sont eux qui ne sont pas disposés à négocier, et pourtant l'opinion publique est si bien manipulée avant et pendant les discussions que ce sont les pays en développement qui sont cloués au pilori.

L'équité : la nouvelle frontière des négociations sur le climat

Lorsque le monde se réunissait en 1992 pour discuter d'un accord sur le changement climatique, la question de l'équité – c'est-à-dire du partage des biens communs de la planète – était encore simple. Aucun pays en développement n'avait alors assez de poids pour revendiquer la part qui lui était due. Un petit noyau de pays industrialisés qui consommait des combustibles fossiles depuis une centaine d'années avait amassé une richesse considérable, et c'était à ce club de décider des mesures à prendre pour réduire les émissions. Il y eut bien quelques tentatives pour élargir la portée des mesures, et quelques voix s'élevant pour affirmer que la responsabilité du problème appartenait à l'ensemble des pays du monde, mais il était facile de les étouffer.

En 1991, le World Resources Institute, *think tank* basé à Washington, a par exemple publié un rapport montrant que l'Inde, la Chine et les autres pays en développement étaient tout aussi responsables des émissions que les pays riches, précisément au moment de la finalisation de la convention sur le climat. L'écologiste Anil Agarwal et moi-même avons réfuté ces données et fait valoir la question de l'accès équitable aux biens communs de la planète et à l'atmosphère. Nous avons également démontré

avec une certitude absolue que les pays industrialisés étaient les seuls responsables des émissions de gaz à effet de serre. Dans notre rapport intitulé *Réchauffement de la planète dans un monde inégalitaire*¹, nous avons avancé que, la planète étant un bien commun, nous devions tous jouir des mêmes droits à l'espace écologique. Nous avons défendu l'idée que la seule façon d'engager les pays à réduire leurs émissions – inséparables de la croissance – serait d'établir des limites pour tous, sur la base de la contribution de chacun à la création du problème.

La Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) a été signée à ce que j'appelle l'âge de l'innocence, et c'est pour d'autres raisons que les négociations d'alors étaient déjà difficiles et pénibles. À l'époque déjà, les États-Unis avaient déclaré que leur mode de vie n'était pas négociable.

La question de l'équité est une vérité de plus en plus dérangeante

En 1992, il a en effet été reconnu que l'espace écologique déjà occupé devrait être évacué afin de ménager de la place à la croissance des émissions des pays émergents, selon le principe des responsabilités communes mais différenciées. Un pare-feu² a par conséquent été mis en place pour contraindre les pays émetteurs à réduire leurs émissions et à les distinguer du reste. Lors du Sommet de Rio, le monde spéculait sur des réductions drastiques – de 20 % par rapport aux niveaux de 1990 –, mais ces ambitions ont, comme toujours, été revues à la baisse. Dans ce cas précis, les États-Unis ont refusé un accord impliquant une obligation de réduction conséquente, et l'Union européenne a cédé. Le reste appartient à l'histoire.

En 2010, la question de l'équité est devenue une vérité de plus en plus dérangeante, notamment parce que de nouveaux acteurs ont commencé à faire entendre leur voix. Les pays émergents avaient alors émergé. La Chine, qui accueillait en 1990 un quart de la population mondiale pour seulement 10 % des émissions annuelles, haussait ces dernières à 27 % en 2010. La lutte pour l'espace écologique était donc devenue bien réelle.

Cet espace, toutefois, n'avait pas été évacué. Les réductions d'émissions proposées 20 ans plus tôt n'avaient toujours pas été traduites en

1. A. Agarwal et S. Narain, *Global Warming in an Unequal World: A Case of Environmental Colonialism*, New Delhi, Center for Science and Environment, 1991.

2. N.D.T.: Dans le langage de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, ce « pare-feu » correspond à une catégorisation des pays, répartis entre l'Annexe 1, qui correspond à peu près aux pays développés, et les parties non visées à l'Annexe 1, c'est-à-dire les pays en développement.

engagements ou en accords. En réalité, dans la plupart des pays déjà industrialisés, les émissions s'étaient soit stabilisées, dans le cas de pays parvenant à leur point de saturation en termes de croissance démographique et économique, soit même accrues. Dans le cas d'économies fondées sur le charbon et les industries extractives, comme le Canada et l'Australie, les émissions étaient en hausse de 17 % et de 30 %, respectivement.

20 ans après Rio, alors que les pays riches n'avaient pas commencé à ménager de la place pour les nouveaux venus, la croissance des pays en développement avait commencé à occuper sa part de l'espace écologique. En 1990, les pays industrialisés étaient responsables de 70 % des émissions annuelles. En 2010, ils n'en émettaient plus que 43 %.

En résumé, les riches ne réduisaient pas leurs émissions, tandis que les pauvres augmentaient les leurs. Le monde allait donc se retrouver à court d'espace atmosphérique, et certainement dans peu de temps. La question de l'équité était donc devenue très épineuse. À qui appartenait-il de réduire ? Les riches, grands contributeurs dans le passé et utilisant encore une part injuste dans le présent, allaient-ils commencer à diminuer leurs émissions, ou allait-on dire aux pays émergents de s'accommoder du peu d'espace restant – ce qui revenait à les sommer de se charger du fardeau ? Telle était la grande question, la question dérangeante.

Une question d'autant plus compliquée que le nœud du problème du changement climatique ne réside pas dans le présent, mais dans les contributions passées – c'est-à-dire dans le stock de gaz présent dans l'atmosphère ; et en particulier de dioxyde de carbone, qui a une longue durée de vie. Ce qui signifie que toute discussion sur le partage du gâteau carbone doit tenir compte de ces émissions du passé encore présentes dans l'atmosphère. La Chine, responsable de 27 % des émissions annuelles en 2010, n'a en réalité rejeté que 11 % des émissions totales cumulées depuis 1950. De même, l'Inde, actuellement à l'origine de 6 % des émissions annuelles, n'est responsable que de 3 % du stock. De façon générale, les pays riches, dont la population représente moins d'un quart de la population mondiale, sont responsables d'environ 70 % de ce fardeau historique qui a déjà causé un accroissement de 0,8 °C de la température mondiale, et qui va encore contribuer à une augmentation de 0,8 °C supplémentaires.

Comme on l'a déjà souligné, le budget carbone du monde est épuisé. Pour rester en deçà des 2 °C d'augmentation (niveau déjà dangereux), le monde doit réduire d'environ 20 % ses émissions actuelles d'ici 2020. Des efforts drastiques sont donc nécessaires, même si plus de la moitié du monde a encore besoin d'une marge de croissance. La question de l'équité

n'est donc plus une simple idée morale, c'est une vérité qui dérange, dont il est bon de parler mais qu'il est difficile de mettre en pratique.

La prétention obstinée à un droit à polluer Voilà pourquoi les États-Unis et leur groupe font preuve de la plus grande détermination pour éliminer toute référence aux émissions historiques des textes de négociation sur le climat. Cela explique également pourquoi les pays riches montrent du doigt la hausse des émissions de la Chine et de l'Inde, et balayent d'un revers de la main leurs besoins de développement ainsi que leur prétention obstinée à un droit à polluer, intimant qu'un tel droit conduirait le monde à sa perte.

C'est une idée difficile à défendre, qui désavoue tout idéalisme et tout ce qui peut ressembler, de près ou de loin, à une justice distributive. Les négociateurs eux-mêmes ne sont pas réellement convaincus qu'une telle forme de socialisme climatique soit du domaine du possible. Ils vous diront que le monde développé n'abandonnera jamais ses prérogatives, et que les pauvres devront se contenter de la portion congrue. Ils vous diront aussi que le monde est trop égoïste pour fournir les ressources financières et technologiques nécessaires à une transition. En d'autres termes, soit les pauvres sont condamnés à l'iniquité, soit le monde est condamné à s'autodétruire à cause d'une pollution incontrôlée et de la hausse des températures.

Pourquoi un tel discours? Parce que ces négociateurs oublient que le changement climatique est le plus gros des échecs jamais essayés par le marché. Les marchés sont impuissants à remédier au problème. Le changement climatique s'articule autour de l'enjeu d'un monde véritablement interdépendant où, les riches ayant pollué par le passé, c'est au tour des pauvres de polluer à l'avenir pour s'enrichir. Il est dans l'intérêt de tous, y compris des pays au climat tempéré qui, dans une certaine mesure, bénéficient d'une légère augmentation des températures, de prévenir des changements catastrophiques. Il est donc également dans l'intérêt de tous de travailler à un accord concerté, et par conséquent efficace. Or, la coopération est impossible en l'absence de justice et d'équité. Ce sont là des conditions *sine qua non* auxquelles on ne peut se soustraire.

Les évolutions après Copenhague

Les termes de l'accord sur le changement climatique ont progressivement évolué depuis la Conférence des parties (COP) de Copenhague en 2009. Lors de cette réunion, le pare-feu (ainsi baptisé par les négociateurs

américains) séparant les parties visées à l'Annexe 1 des autres a été écarté lorsque des pays tels que l'Inde ont accepté de ne pas discuter des contributions historiques des pays déjà riches, et de négocier leurs propres objectifs de réduction d'émissions.

La proposition visait alors à passer de la détermination d'objectifs contraignants de réduction des émissions de dioxyde de carbone, à des actions volontaires. Avec la première approche, le monde devait s'accorder sur un budget carbone – le volume d'émissions acceptables pour rester en dessous de la barre des 2 °C –, puis définir des objectifs pour chaque pays, sur la base des contributions historiques aux gaz à effet de serre présents dans l'atmosphère. Selon l'approche volontaire, les pays décideraient du niveau de réduction d'émissions auquel ils seraient prêts à consentir (ou en mesure de consentir), et ces engagements seraient évalués en amont.

La COP de Durban a consolidé cet arrangement en 2011 en établissant que le monde travaillerait d'ici 2015 à un nouvel accord exigeant de toutes les parties « les plus grands efforts possibles en matière d'atténuation ». La seule consolation, arrachée de haute lutte, était que l'accord se ferait « en application de la Convention » qui est, elle, fondée sur le principe de l'équité.

Ces propositions appartiennent déjà au passé. Lors de la COP de Varsovie, en 2013, il a été décidé que tous les pays soumettraient leurs contributions prévues déterminées au niveau national (*Intended Nationally Determined Contributions*, INDC) d'ici le début de 2015. Cela signifie donc qu'il n'y a plus d'accord fixant les objectifs pour chaque pays sur la base des contributions passées, et que les pays ne présenteront pas leurs objectifs en fonction du principe de responsabilité commune mais différenciée.

Les principaux négociateurs des États-Unis n'en ont pas moins affirmé que cet accord était fondé sur l'équité, chaque pays étant libre de fixer ses objectifs nationaux en tenant compte de sa contribution au problème et de sa capacité à agir. Ingénieux...

La partie n'est toutefois pas terminée. La prochaine étape consiste à rassembler les INDC et à faire en sorte que le total cumulé corresponde au nombre magique nécessaire pour contenir la hausse des températures en dessous du seuil de 2 °C, dernier rempart contre des changements dévastateurs. On considère comme acquis que le total sera bien inférieur à ce qui est nécessaire, mais la vraie question qui se pose est la suivante : comment estimer les contributions passées, présentes et futures de chaque pays afin de décider des réductions de chacun ?

L'accord entre États-Unis et Chine : ses implications pour Paris

Il ne fait pas de doute que des pays tels que l'Inde devraient exiger un accord ambitieux, car nous devons préserver le monde d'une élévation des températures supérieure à 2 °C. Comme mentionné plus haut, pour que cet accord soit efficace, il convient également d'assurer le droit au développement de tous les pays, dans le respect des limites supportables par la planète. Autrement dit, la mise en pratique de l'équité constitue un préalable à la coopération internationale face au changement climatique.

C'est à la lumière de ces éléments que nous devons analyser l'accord bilatéral de réduction des émissions de gaz à effet de serre conclu entre les États-Unis et la Chine le 12 décembre 2014. En Occident, cet arrangement a été applaudi des deux mains et salué comme historique et ambitieux. La Chine étant acquise à la cause, c'est l'Inde qui se retrouve désormais sur la sellette, d'ores et déjà dépeinte comme le trublion des négociations climatiques. Les journalistes et ONG basés aux États-Unis se demandent donc quand l'Inde acceptera de réduire ses émissions.

Mes collègues ont examiné attentivement les calculs sur lesquels repose l'accord sino-américain. Les États-Unis ont accepté de prendre des mesures nationales pour réduire leurs émissions de 26 % à 28 % par rapport aux niveaux de 2005 d'ici 2025. La Chine a quant à elle accepté de fixer son pic d'émissions à 2030, date à partir de laquelle elle commencera à les réduire. Elle a également consenti à faire passer à 20 % la part des combustibles non-fossiles dans son bouquet énergétique primaire d'ici 2030. Qu'est-ce que cela signifie ?

Cela signifie tout d'abord que ces deux pays se sont mis d'accord pour «égaliser» leurs émissions d'ici 2030. À cette date, leurs émissions par habitant seraient donc de même niveau. Les États-Unis réduiraient légèrement leurs émissions par rapport aux 18 tonnes actuelles par habitant, et la Chine augmenterait au-delà de ses 7 à 8 tonnes actuelles. Les deux pollueurs se retrouveraient avec 12 à 14 tonnes annuelles par habitant. Ceci, alors que la planète ne peut effectivement absorber et éliminer naturellement qu'un maximum de 2 tonnes d'émissions par personne et par an.

De fait, le gâteau a été partagé de sorte que les deux parties occupent un espace atmosphérique équivalent en 2030. Or, nous savons que les contributions de chaque pays s'accumulent dans l'atmosphère – et il ressort clairement de cet accord que ces deux pays s'octroient chacun 16 % de l'espace atmosphérique à l'horizon 2030.

Le problème est que celui qui occupe l'espace atmosphérique se taille la part du lion. Cet accord définit une équité favorable aux États-Unis et à la Chine, mais non à la planète. Avec un tel niveau d'émissions, le seuil des 2 °C sera certainement franchi, et nous nous rapprocherons davantage d'une augmentation de 4 à 5 °C; à moins que l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud et le reste des pays émergents ne cessent dès maintenant toute émission. Un tel accord ne laisse aucune place au reste du monde.

L'accord sino-américain ne laisse aucune place au reste du monde

L'étape suivante est celle d'une campagne bien orchestrée auprès des médias et des ONG pour contraindre l'Inde et les autres à renoncer à leur droit au développement. «Ils doivent agir, s'exclame la multitude, les États-Unis et la Chine ont montré la voie!»

Dès lors, quelles mesures l'Inde devrait-elle prendre? D'après l'accord sino-américain, aucune. Ses émissions par habitant sont actuellement de 1,8 tonne et devraient atteindre les 4 tonnes en 2030, selon un scénario de continuité. Bien loin, donc, de celles des Américains ou des Chinois. Entre 2011 et 2030, la Chine s'appropriera plus de 25 % de l'espace carbone restant, les États-Unis en occuperont 11 % supplémentaires et l'Inde seulement 7 % de plus. À moins que le gouvernement indien ne souhaite annoncer à ses administrés qu'ils sont pour le monde des citoyens de seconde zone, il devrait donc commencer à occuper davantage d'espace. Suite à la signature de l'accord entre les États-Unis et la Chine, il conviendrait que l'Inde accélère sa croissance afin de rattraper son retard.

Ce n'est évidemment pas la meilleure marche à suivre, puisqu'il n'est pas dans notre intérêt de détruire la planète. Il n'en reste pas moins qu'il n'est pas non plus dans notre intérêt de croire que cet accord est bon pour le monde, même si cela est extrêmement difficile à faire comprendre aux ONG et aux médias américains. Cet accord place le monde sur une pente dangereuse où tous les pays revendiqueront leur droit à polluer. Notre intérêt est donc d'exiger des États-Unis et de la Chine qu'ils réduisent leurs émissions au niveau et au rythme nécessaires pour permettre au monde de rester en dessous du seuil de danger. Notre intérêt est d'exiger que tous acceptent des limites, à condition qu'elles soient basées sur l'équité.

Pour ce faire, des pays comme l'Inde devraient utiliser le processus d'examen préalable pour demander des comptes aux pays riches sur leurs engagements. Ainsi, les contributions de chaque pays indiqueraient les émissions par personne calculées selon un paramètre d'équité, avec mention de l'espace carbone occupé. Ces contributions et les mesures

ultérieures devraient ensuite être examinées avant la signature de l'accord sur le changement climatique pour l'après 2020, de façon à ce que les objectifs puissent être révisés pour intégrer des paramètres d'ambition et d'équité. Une telle démarche nous permettrait non seulement de protéger le monde, mais aussi de nous assurer que les actions de chaque pays soient fondées sur un partage équitable de notre atmosphère commune.

L'Appel de Lima en faveur de l'action climatique de 2014 ne prévoit pas d'examen préalable. Les pays vont donc fournir des informations expliquant que leurs INDC sont justes et ambitieux, mais à la lumière des circonstances nationales. Nous ne disposons d'aucun mécanisme pour nous assurer que les engagements des pays riches sont équitables et non amputés par les limitations nationales.

Dans ce document final de la Conférence de Lima, même le principe de base de l'équité – la responsabilité commune mais différenciée et les capacités respectives (*Common but Differentiated Responsibility*, CBDR) – a été gravement mutilé. Il y est indiqué que la CBDR s'entend « compte tenu des différences existant dans la situation de chaque pays ». Dans les faits, cela signifie que les États-Unis peuvent alléguer ne pouvoir faire davantage d'efforts car le Congrès refuse de voter les textes pertinents. L'absence d'ambition et l'iniquité ont par là même été consacrés juridiquement, et le reste pourrait suivre le même chemin.

Impacts: le changement climatique est déjà une triste réalité

Le Forum économique mondial – qui rassemble chaque année à Davos la crème des puissants de ce monde – a dressé la liste des principaux dangers auxquels le monde serait confronté en 2011. Selon cette analyse, le changement climatique vient en première position des risques menaçant le monde pour les années à venir, si l'on conjugue les facteurs de probabilité et d'impact. Les liens étroits existant entre le changement climatique et les autres risques principaux doivent retenir encore davantage notre attention. Parmi ceux-ci, l'on pourrait citer: les inégalités économiques (3^e position), les événements météorologiques extrêmes (5^e position), la volatilité extrême des prix de l'énergie (6^e position), les conflits géopolitiques (7^e position, et enfin les inondations et la sécurité hydrique (9^e et 10^e positions). Même les plus fortunés du monde s'accordent donc à dire que le monde est dans une situation critique, peut-être désespérée.

Je dis tout cela en connaissance de cause, car je suis avec attention tous ces développements. À la même période de l'année, tous les ans, je reprends inmanquablement la chronique des inondations qui sévissent

dans la plupart des régions de l'Inde. Chaque année cependant, à mesure que j'écris mes articles et que j'approfondis mes connaissances, je constate que l'intensité des inondations ne cesse de croître. Les pluies deviennent plus variables et plus extrêmes, causant des dommages économiques de plus en plus graves.

Il ne fait donc aucun doute que des lendemains inquiétants se préparent. Les scientifiques expliquent qu'il existe une différence entre les variations météorologiques naturelles et le changement climatique, qui est un phénomène prenant sa source dans les émissions anthropiques réchauffant l'atmosphère à un rythme supérieur à la normale. Les scientifiques qui étudient les moussons commencent à établir une distinction entre les moussons « normales » et les événements météorologiques extrêmes que nous connaissons désormais. Il est clairement temps de prendre conscience que nous avons déjà commencé à vivre les impacts du changement climatique.

L'heure est venue d'accepter que, si aucun événement météorologique donné n'est directement lié au changement climatique, il est en revanche indubitable que l'intensité et la fréquence croissante de ces épisodes le sont. Nous devons désormais nous efforcer de comprendre le lien qui unit les aléas météorologiques et la hausse des prix des denrées alimentaires, qui viennent s'ajouter à la pauvreté et aux troubles de plus en plus nombreux. C'est la flambée des prix alimentaires qui a mis le feu aux poudres en Tunisie, puis en Égypte, et dans d'autres pays du monde arabe.

La pénurie alimentaire croissante, causée par la pression d'une population toujours plus nombreuse, conjuguée aux pertes entraînées par les événements climatiques et aggravée par une mauvaise gouvernance, est assurément une épée de Damoclès suspendue au-dessus de nos têtes. Elle va également exacerber la misère des plus pauvres et des plus vulnérables, et rendre les inégalités encore plus criantes et meurtrières.

Tout cela est évident et rend la question encore plus déconcertante : pourquoi, sachant cela, les riches continuent-ils de jouer à l'autruche face aux solutions à apporter au changement climatique ? Pourquoi n'y a-t-il aucun progrès dans la réduction des émissions ? Pourquoi le monde marche-t-il à reculons alors que les dangers associés au changement climatique sont de plus en plus menaçants ?

Depuis Cancún, le monde a encore régressé dans ses engagements en matière de réduction des émissions. Le Japon a franchi la ligne rouge

Le Japon a franchi la ligne rouge

en déclarant qu'il ne pouvait faire plus et ne ferait pas plus; les États-Unis s'ingénient sans relâche à mettre à bas les mesures extrêmement modestes qu'ils prenaient pour surveiller les émissions de dioxyde de carbone; l'Europe et les autres réfléchissent quant à eux à de nouvelles subtilités possibles sur les marchés de crédits carbone pour restreindre leurs propres efforts. Le monde semble soumis à un rythme dissonant, avec d'une part une crise de plus en plus aiguë et évidente, et de l'autre une réponse affaiblie et de moins en moins pressante.

La raison en est assez évidente. L'évaluation par le club de Davos des risques pesant sur le monde est entachée d'une grossière erreur. Elle ne tient pas compte – et ne le mentionne d'ailleurs même pas – du rôle tenu par la puissante logique économique qui régit le monde et qui est à la source de ces dangers. Ceux qui dirigent le monde – on sait que c'est un cercle très fermé – ne prennent absolument pas la mesure de leur complicité dans la passivité face au problème. Voilà l'incohérence la plus flagrante et funeste de notre temps, dont nous payerons tous les conséquences.

C'est pourquoi l'Inde et les autres nouveaux venus dans l'arène du développement ne doivent pas renoncer à exiger un accord international équitable. Notre transition a un coût qu'il va falloir payer. Si nous voulons éviter une croissance de nos émissions, le monde va devoir prendre – et respecter – de sérieux engagements financiers.

Notre modèle économique doit être profondément repensé et remanié pour l'avenir. Quoi que nous fassions aujourd'hui, nos possibilités de réduction substantielle des émissions sont limitées par le modèle industriel auquel nous appartenons ou auquel nous aspirons. Il convient de réfléchir à de nouveaux moyens d'abaisser les émissions, et nous préparer à y mettre le prix. Il n'y a pas de solution de facilité. Des scénarios gagnant-gagnant sont possibles, mais seulement si nous acceptons que dans tous les cas de figure proposés aujourd'hui, notre planète soit la grande perdante.

Un nouveau modèle de croissance exigera de modifier les comportements et les modes de vie, afin de pouvoir réduire les émissions. Nous aurons besoin d'un nouvel élan pour favoriser des innovations technologiques rapides et décisives. Le monde devra se transformer au-delà de ce que nous pouvons imaginer, et ce changement ne se fera pas à bon marché.

Telle est la plus dérangeante des vérités. C'est précisément pour cela que les pays déjà riches essayent de biaiser l'accord, afin qu'il soit fondé non sur leurs engagements à réduire leurs émissions, mais sur le leurre que nous pouvons continuer à polluer. Cela ne résoudra pas le changement climatique et aura des conséquences catastrophiques pour nous tous. Le défi est celui d'un nouvel équilibre.



Mots clés

Changement climatique
Négociations internationales
Effet de serre
Inde